

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 29 août 2016

La course à la présidentielle a démarré, mais n'attendons pas 2017

Sarkozy, Montebourg, Juppé, Fillon, Le Pen, nombreux sont les candidats possibles en 2017 qui ont lancé leur campagne. Il s'agit aussi pour tout ce monde politicien parti en campagne de ne pas trop parler des questions qui touchent les travailleurs, du chômage, des salaires, des conditions de travail. Car de ce côté, les principaux candidats n'annoncent que de nouvelles réformes anti-ouvrières. Sarkozy voudrait remettre en cause les 35 heures et l'âge de départ à la retraite... Mais avec Hollande au pouvoir, on a eu autant de mauvais coups qu'avec Sarkozy. La « loi travail », c'est bien l'œuvre du gouvernement Valls.

Que ce soit le gouvernement ou la majorité des candidats, tous sont bien plus à l'aise en menant des campagnes plus ou moins corsées sur la sécurité. Jouant sur l'émotion suite à l'attentat de Nice, des élus ont déroulé pendant le mois d'août le feuilleton ridicule du burkini. Après la décision du Conseil d'État suspendant un arrêté municipal, certains à droite réclament une loi pour l'interdiction du burkini.

Le droit des femmes est évidemment le cadet de leurs soucis. Ils cherchent à jouer d'une démagogie qui fait l'amalgame entre terroristes djihadistes, musulmans et immigrés. Ils voudraient récolter des voix en reprenant les thématiques chères au FN Au risque de donner une légitimité aux propos et aux actes racistes et à entretenir un climat de division parmi la population. Le gouvernement qui ne parle que de guerre contre le terrorisme et d'état d'urgence ne joue pas une partition bien différente, avec la mise en place d'une « fondation pour l'Islam de France » présidée par Chevènement.

Il ne faudra pas compter sur un bulletin de vote en 2017 pour changer la situation des classes populaires. Pendant quatre mois, la mobilisation contre la loi travail a tenu tête. C'est sur ce terrain, celui de la lutte, que le monde du travail peut réellement se faire entendre et faire céder gouvernements et patrons. Le 15 septembre, plusieurs syndicats appellent à la grève contre l'application de la loi Travail. Saisissons-nous de cette occasion !

Tremblement de terre en Italie : Crime ou fatalité ?

Le tremblement de terre survenu le 24 août dans le centre de l'Italie a fait près de 300 morts.

Fatalité ? Prévoir avec certitude à quel moment un tel phénomène se produira est bien sûr impossible. Mais ce que l'on sait parfaitement c'est qu'en Italie, 21 millions de personnes vivent dans des zones à « risques sismiques moyens » et 3 millions dans des zones à « hauts risques ». Cependant, les habitations et les édifices publics : écoles, hôpitaux... sont incapables de résister à un tremblement de terre.

Selon les experts, les moyens existent pourtant qui permettraient de sécuriser ces bâtiments. Il est possible de restructurer les constructions anciennes et les plus récentes devraient respecter les règles anti sismiques... Or, l'école d'Amatrice, reconstruite en 2012, s'est écroulée, les règles n'ont pas été respectées !

Après la catastrophe de l'Aquila, en 2009, qui avait fait 309 morts, 1 600 blessés et plus de 50 000 sans-abris, un plan de prévention avait été décidé.

Mais à ce jour seulement 1 % du budget nécessaire a été utilisé. L'Italie est pourtant un pays riche : le 8^{ème} au monde par PIB.

L'an dernier, en application du « Jobs act » (équivalent italien de la Loi travail), l'État a fait cadeau au patronat de 12 milliards d'aides à l'embauche.

« Le pays pleure des larmes de douleur » a déclaré le Président du conseil, Matteo Renzi. En réalité les gouvernants italiens versent surtout des larmes de crocodiles pour essayer de cacher leurs responsabilités.

Comme après chaque catastrophe, on promet une enquête et on assure que « personne ne sera laissé seul ». Alors qu'à l'Aquila, sept ans après, le centre-ville est encore un tas de ruines.

Pendant ce temps, des patrons italiens se frottent déjà les mains en pensant aux bonnes affaires qu'ils vont réaliser grâce à la reconstruction.

Notre santé c'est la priorité

Vendredi 19 août, Sylvie, une collègue cariste de l'équipe 12, est décédée à l'hôpital de Poissy suite à un malaise au B2. Il faut que les conditions de ce drame soient établies et qu'une enquête ait lieu.

La direction a la responsabilité d'assurer la prise en charge d'urgence en cas de problème, ce qui implique aussi celle d'arrêter un salarié qui très visiblement n'est pas en état physique de remplir sa fonction. L'infirmerie est actuellement ouverte seulement de 7h30 à 18h, elle devrait l'être 24h/24. Ce serait le minimum.

Rentrée catastrophique

Jeudi 25, à 4h30 du matin en fin d'équipe de nuit, un convoyeur a lâché au B2 entre MV1 et MV2 (il y avait eu des précédents au même endroit). L'usine est restée arrêtée jusqu'à 11h40 : 7 heures ! Connaissant la nature de l'incident depuis une heure, la direction aurait dû laisser ceux de l'équipe 12 rentrer chez eux, en leur payant la journée ! Au lieu de ça, elle nous a fait moisir 6 heures sur poste à faire du 5S bidon.

Certains chefs en ont profité pour justifier le samedi travaillé. Mais la direction l'avait déjà annoncé avant et on n'est pas à son service pour rattraper son manque de moyens et d'anticipation en maintenance préventive.

Monsieur bricolage

Dès les premiers jours de la rentrée, avant l'incident du jeudi 25, des arrêts conséquents se sont multipliés au Montage (notamment en équipe 22). Aux nouvelles gares d'entrée-sortie des kits sur le brin 2 de l'HC au Montage B3, les problèmes logistiques se sont accumulés pour l'approvisionnement des chaînes.

Quand on restructure, il faut assumer : mettre le temps et les moyens humains. Il aurait fallu quatre semaines de congés pour faire correctement les travaux.

Là encore, elle ne peut s'en prendre qu'à elle-même

Certains chefs en briefing parlent de 1 000 véhicules « perdus » depuis la rentrée, d'autres de 130 par jour.

Mais les clients n'ont pas annulé leur commande, les ventes seront juste différées, les « pertes » que déplore la direction sont donc toute relatives.

Compote près de la POM

Vendredi 26, à 4h en équipe C, Montage B2, on a entendu un grand BOUM près de la POM en fin de chaîne. Ça l'a évidemment arrêtée.

La direction n'a « perdu » que 14 véhicules... À ajouter à la longue liste des incidents et « pertes » depuis la rentrée.

Une bonne occasion de lui apprendre à compter

On a su lundi que l'équipe 12 était réquisitionnée en horaire affiché le samedi 27 août. Ceux qui avaient prévu quelque chose devaient l'annuler ou prendre sur leurs congés. À côté de ça, après avoir fermé l'usine seulement 3 semaines, la direction nous fait chômer vendredi 9 et tous les lundis qui suivent : les 12, 19 et 26. Depuis la rentrée, ça fera 5 jours de chômage. On ne

serait pas contre le chômage payé à 100 %, mais on est contre le rattraper au moindre caprice de la direction.

Il suffirait qu'on débraye tous une fois un samedi obligatoire : la direction n'en risquerait pas deux !

On n'est pas des chameaux

Vendredi 26, Montage B2, la hiérarchie a décidé de nous faire rattraper ses bêtises, elle a poussé toutes les cadences à fond... en pleine canicule, sous une chaleur insupportable. Samedi 27 rebelote. En équipe 12, quand on est d'après-midi on n'a pas d'eau avant 17h et le matin on n'en a pas du tout. Résultat : on va en chercher aux distributeurs (3 en panne ou vides cette semaine au B2 !) ou on y envoie le moniteur.

La loi oblige la direction à rendre accessible de l'eau fraîche en cas de canicule. Arrêter le travail serait la seule manière de le lui rappeler !

Il y a en un des deux qui ment

Lors du bilan financier du groupe fin juillet, Tavarès a clairement expliqué que le Brexit n'a eu aucune influence sur les ventes de véhicules PSA. Pourtant ici à PSA Poissy, la direction a dit que le chômage prévu en septembre était dû au Brexit. Tant que les travailleurs n'auront pas imposé la transparence totale des comptes, elle pourra continuer à dire n'importe quoi.

On veut notre fric

Avec 1,2 milliard d'euros de bénéfices nets en 6 mois en 2016, PSA fait autant que pour la totalité de l'année 2015. Il y a même eu record de rentabilité pour le groupe avec 6,8 % au lieu de 5 % en 2015. Les ventes en Europe ont progressé de 7,4 %. Bref c'est la fête aux actionnaires. Avec 1,2 milliards en 6 mois, on peut augmenter de 1 100 € le salaire mensuel des 184 000 salariés du groupe. Ces méga-profits sont faits avec notre travail et sur le blocage de nos salaires. À nous d'extirper ce qu'il nous doivent !

Un nouveau véhicule : gage d'avenir ?

À PSA Sevelnord, la direction annonce qu'elle veut diviser par 2 la superficie de l'usine pour janvier 2018. Il est déjà prévu de faire disparaître plus de 10 % des effectifs. Cette usine multiplie les allongements d'horaires et samedis travaillés, y compris les jours fériés comme le 15 août dernier.

En fait le site se porte très bien avec le lancement réussi du véhicule K-zéro. Mais voilà, les actionnaires en veulent toujours plus, et le but est de surcharger au maximum les ouvriers restants. La seule chose qui garantira un avenir aux salariés de cette usine comme de la nôtre ce sont nos luttes.

Pour les rétrograder, tous les prétextes seront bons

À PSA Sevelnord, pour mettre encore plus la pression et dégager du personnel, la direction a décidé que les maintenanciers devraient passer des tests pour vérifier qu'ils sont toujours compétents à leur poste. Ça fait des années qu'ils les occupent et c'est maintenant qu'elle se préoccupe de leurs compétences ?